

Compte-rendu de l'Assemblée Générale des membres de comités de rédaction de revue

17 janvier 2020, 13h-16h30, EHESS, Paris.

Nombre de présents : 127

Sur place : 103

Sur discord : 24

Nombre de revues représentées : 70 + des salarié.e.s d'Open Edition.

Bureau de l'AG : constitué par des membres des revues *Genèses* (Ioana Popa et Manuel Schotté), *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* (Sylvie Tissot et Anne Bory), *Sociétés Contemporaines* (Fanny Gallot et Fabien Jobard).

Rédaction du CR par le bureau de l'AG.

L'Assemblée générale se tient pour informer les membres de comités de rédaction au sujet de la mobilisation, et construire collectivement celle-ci en décidant de modalités d'action communes.

POINT SUR LA MOBILISATION

48 revues ont pris position publiquement depuis le 6 janvier 2020 dans le cadre des mobilisations contre la réforme des retraites et la LPPR. Cette liste et les motions correspondantes seront mises en ligne sur Université Ouverte dans les tous prochains jours (travail de récolte des motions quasi achevé).

ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES	METROPOLES
ANNALES HISTORIQUES DE LA REVOLUTION FRANCAISE	LES MONDES DU TRAVAIL
BIENS SYMBOLIQUES	MOUVEMENTS DES IDEES ET DES LUTTES
CAHIERS D'HISTOIRE. REVUE D'HISTOIRE CRITIQUE	NOUVELLE REVUE DU TRAVAIL
LES CAHIERS D'OUTRE MER	NUEVO MUNDO
CAHIERS DE LITTERATURE ORALE	PARTICIPATIONS
CAHIERS DES AMERIQUES LATINES	POLI- Politiques des Cultural Studies
LES CAHIERS DU GENRE	POLITIQUE AFRICAINE
CARNETS DE GEOGRAPHES	POLITIKES DE COMMUNICATION
CHAMP PENAL	POLITIX
CLIO	REGARDS SOCIOLOGIQUES
CRITIQUE INTERNATIONALE	REVUE D'HISTOIRE DU XIXe SIECLE
CULTURES ET CONFLITS	REVUE DES SCIENCES SOCIALES
ESPACES ET SOCIETES	REVUE EUROPEENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES
ESPRIT CRITIQUE	REVUE INTERDISCIPLINAIRE DE TRAVAUX SUR LES AMERIQUES
ETHNOLOGIE FRANCAISE	SOCIETES CONTEMPORAINES
FILIGRANE	SOCIOLOGIE DU TRAVAIL
GENESES	SOCIO-LOGOS
GENRE ET HISTOIRE	TEMPORALITES
GENRE, SEXUALITE ET SOCIETE	TRACES
GLAD	TRANSPPOSITION. MUSIQUE ET SCIENCES SOCIALES
GOUVERNEMENT ET ACTION PUBLIQUE	TRAVAIL GENRE ET SOCIETE
JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES	ZILSEL
L'HOMME ET LA SOCIETE	
LANGAGE ET SOCIETE	

Ces revues ont déjà adopté plusieurs modalités de participation à la mobilisation, de manière exclusive ou cumulée :

- Suspension totale de l'activité de réception et d'évaluation des articles et de promotion de l'activité de la revue
- Insertion dans le planning de publication d'un éditorial, d'une rubrique, d'un numéro spécial dédié à la mobilisation. Dans le cas de numéros dédiés à la mobilisation, plusieurs modalités :
 - Republication d'articles déjà publiés en lien avec la mobilisation
 - (Appel à) contributions originales sur la mobilisation (souvent dans des formats courts)
 - Témoignages sur l'actualité sociale ou émanant des collègues étrangers au sujet de réformes de l'ESR similaires et de leurs effets
 - Numéros thématiques et/ou éditoriaux liés à la mobilisation
- Adoption d'un bandeau "Non aux réformes en cours" sur la page d'accueil et sur les pages en ligne / affichage du communiqué ou de la motion sur page d'accueil et pages en ligne
- Suspension de la disponibilité en ligne de la revue
- Suspension de la publication des numéros déjà prêts à sortir
- Soutien au mouvement en cours, avec encouragement aux lecteurs/trices et auteur.e.s à participer aux mobilisations et aux caisses de grève
- Soutien aux salariés d'OpenEdition et à leur droit à participer à la mobilisation.

TEXTE DE SOUTIEN AUX SALARIES D'OPEN EDITION

Un salarié mobilisé d'Open Edition expose l'action qu'ils ont menée le 17 décembre et la situation qui en est issue.

Le texte d'une motion de soutien aux salariés d'OpenEdition – déjà voté par l'AG du site Pouchet – en réaction aux intimidations dont ont fait l'objet les salariés d'OpenEdition suite au blocage de la plateforme en décembre est présenté (le CR va circuler, le texte ne sera pas publié avant cette circulation, donc le CR renvoie au texte qui sera rendu public sous peu).

On propose qu'il soit également voté à titre individuel par les participants à cette AG, en leur qualité de membres des comités de rédaction des revues réunies dans cette occasion.

Vote de la motion :

- Ne prend pas part au vote : 2
- Abstention : 11
- Contre : 0
- Pour 102

Le texte va être envoyé dans les comités de rédaction des différentes revues représentées afin de solliciter également le soutien des comités de rédaction d'ici dimanche 19 janvier soir.

DISCUSSION SUR LES ACTIONS COMMUNES A VENIR

Modalités d'action proposées (non exclusives !) :

- Numéro avec un édito commun et déclinaisons de contenus différents dans les revues
- Numéro commun (avec édito commun) avec les logos de toutes les revues qui seront parties prenantes
- Numéro vide (avec édito commun) commun à toutes les revues/à plusieurs revues/modalité possible pour chaque revue
- Numéro d'« intervention », constitué par des articles courts, informatifs, dans un souci d'accessibilité et se proposant de toucher un public en dehors du milieu académique
- Blocage ponctuel des plateformes comme OpenEdition
- Demande auprès des plateformes de diffusion de rendre indisponibles tous les dossiers et articles en ligne. Cela s'avère possible. Il suffit que la revue en face la demande.
- Constituer une plateforme – « pot commun » - où chacun apporte sa pierre à l'édifice :
 - des textes courts, « d'intervention »
 - documents, susceptibles de nourrir un numéro commun
 - textes plus lisibles destinés à un public plus large
 - articles à republier, qui peuvent être accompagnés d'une brève présentation
- Constituer des archives (photographiques notamment) du mouvement social en cours
- Lancement d'un numéro sur un même thème par toutes les revues (mais que chacune déclinerait à sa manière sur le plan des objets, des orientations épistémologiques etc.)
- Mettre « en lutte » plutôt que « en grève » comme intitulé pour édito ou le(s) numéro(s) commun(s), puisque cela reflète mieux la diversité des positionnements des revues qui prennent part à la mobilisation
- Accompagner la republication d'un article déjà paru d'un texte court de présentation/vulgarisation des résultats scientifiques et des raisons de son choix
- Arrêt du processus de production éditoriale. Comme les instances d'évaluation prennent en compte dans leur jugement une production scientifique publiée notamment sous forme d'articles, on tient là un rouage essentiel ; cela revient à faire une vraie grève.
- Publier temporairement de manière anonyme (afin d'éviter toute captation symbolique) du côté des publiant.e.s, voire du côté des instances de publication (si numéro commun)
- Mener une action, physique, symbolique, à très court terme ; en plus des actions à plus long terme. Quid de l'action visible qu'on pourrait mener le 24 janvier ?
- Elargir aux revues d'autres disciplines (en SHS – notamment vers le droit, l'économie et l'histoire, sachant que plusieurs revues d'économie sont en train de construire une initiative commune) mais aussi sciences dites dures (des pas viennent d'être entrepris en direction de certaines revues de mathématique) et aux sciences expérimentales (notamment en direction des revues de médecine)

- Fédérer des chercheur.se.s étranger.e.s
- Mise à disposition possible de l'amphi Furet le 31 janvier pour initiative commune
- Mise à disposition possible d'une salle le 24/1 au soir dans le 19ème
- Distribuer l'argent prévu pour un numéro à une caisse de grève
- Ecriture d'une tribune à publier rapidement, avant le 24/1
- Si une autre AG est organisée, il faudrait que les membres participants soient des mandataires de leurs revues pour simplifier la prise de décision
- Banderole lors des manifestations, ou couvertures de revues imprimées en grand format avec bandeau en lutte
- Profiter de chacune de nos interventions pour publiciser notre mobilisation
- Diffuser/publiciser les actions que l'on mène
- Cérémonie publique pour manifester notre mobilisation (sur le même modèle que les avocat.e.s)

De manière plus générale, il a été proposé de raisonner en fonction de plusieurs temporalités : inscrire certaines initiatives dans l'urgence d'une action immédiate (tribune, manifestation etc.) ; viser le moyen terme (via notamment la préparation un numéro / éditorial commun), mais aussi le plus long terme (en impulsant et structurant une réflexion collective autour du rôle des revues, de leur usage en tant qu'outils d'évaluation des carrières, des enjeux économiques et de la question de l'accès libre etc.)

Questions que cette initiative générale pose :

- Il est souhaitable d'éviter de décider d'interrompre/perturber les activités sans prendre en compte des implications de nos décisions notamment sur les éditeurs.trices (i.e. secrétaires de rédaction) ; traducteurs.trices. Il faut les consulter et les impliquer dans l'action et rendre visible leur rôle ; donc tenir compte de l'ensemble de la chaîne et des acteurs de production éditoriale et pas seulement des comités de rédaction
- Faire attention à la charge de travail supplémentaire et au déséquilibre du rythme de travail notamment chez les secrétaires de rédaction/les éditeurs.trices
- Réfléchir à quelle étape il est préférable de bloquer le processus de production éditoriale. Certains pensent qu'arrêter d'évaluer les propositions d'articles n'est pas pertinent. On pourrait arrêter au stade des épreuves par exemple ou au stade de la mise en ligne des articles, de façon à ce que cela ait le moindre « coût » pour nous et la plus grande efficacité pour l'action
- De nombreuses questions techniques se posent : impossible de charger les articles qui n'ont pas d'auteurs par exemple
- Interruption ou report de travail ?

- Interrompre les flux ou le travail proprement dit ? (a fortiori s'il faut inscrire la mobilisation dans un temps long)

Les participants de l'AG sont par ailleurs informés que l'AG des précaires d'IdF soutient le mouvement de suspension des revues.

DECISIONS (soumises au vote des présents)

- Ecrire une tribune qui serait publiée avant le 24 janvier (mise en œuvre par le comité de mobilisation, devrait être prête le 21/1) Présent.e.s 77

NPPV 0

Abstention 3

Contre 0

Pour 74

- Principe d'une action symbolique en manifestation le 24/1 et sur un lieu symbolique lors des jours de mobilisation (la détermination de la modalité concrète et son organisation sont confiées au futur comité de mobilisation)

NPPV 0

Abst 0

Contre 0

Pour 77

Unanimité

- Edito commun pour nos prochains numéros (quelle que soit leur forme), à moyen terme

NPPV 1

Abstention 4

Contre 1

Pour 70

Ce qu'on mettrait en avant (premières pistes) :

- Difficulté commune du côté des secrétariats de rédaction.
- Les revues doivent être avant tout des lieux de production et de diffusion des savoirs et pas de simples instruments au service d'autres instances d'évaluation.

- Soutien au principe d'un numéro commun, et invitation à se tourner vers les comités de rédaction des revues pour s'y associer.

- Vigilance quant à l'ensemble des modalités d'action des semaines et mois à venir afin qu'elles n'aboutissent ni à une surcharge de travail de l'ensemble de celles et ceux qui travaillent dans la

chaîne de production des revues, ni à une entrave de leurs capacités de mobilisation par d'autres moyens d'action et aux côtés d'autres groupes sociaux.

- Adoption d'une motion à l'unanimité en soutien à l'ensemble du personnel de la chaîne éditoriale:

« Nous, membres des comités de rédaction de 57 revues scientifiques réunies en assemblée générale le 17 janvier 2020, constatons la dégradation des conditions de production des revues scientifiques. Les réformes qui se sont succédées, toutes dans la logique néolibérale du projet de loi sur les retraites, ont pour effet une diminution drastique des emplois des personnels invisibles de la chaîne éditoriale (éditeur.rices, secrétaires de rédaction et d'édition, traducteur.rices, graphistes, développeur.ses, traducteur.rices, personnels des imprimeurs et des plateformes de publication numérique, etc.), la surcharge conséquente des charges de travail, une précarisation des conditions de travail et des statuts qui génère une incertitude permanente et un gaspillage des compétences. Nous exigeons :

- l'arrêt des politiques absurdes de mutualisation des postes de soutien à la recherche,
- la création massive d'emplois statutaires à toutes les étapes de la chaîne éditoriale,
- la reconnaissance du travail, y compris en termes de rémunération et de carrière,

pour permettre à nos revues de réaliser leur mission de mise en discussion des résultats entre chercheur.ses et de mise à disposition des connaissances auprès du public. »

- Les revues qui ont suspendu leur activité sont invitées à expliciter cette suspension sur leurs sites et auprès de leurs auteur.e.s.

Il est possible de s'adresser à Opendition et Cairn pour que soit affiché un pavé qui explicite :

- L'engagement des revues
- Le soutien des revues à la mobilisation de leurs salariés

- Décision de mettre en place un comité de mobilisation. Se sont proposé.e.s comme membres :

Un membre (à désigner en interne) de *Tracés*

Christophe Daum, *L'Homme et la société*

Fabrice Virgili, *CLIO*

Laurent Bonelli, *Cultures et conflits*

Anne Jollet, *Cahiers d'histoire*

Clyde Plumauzille, *CLIO*

Caroline Ibos, *Cahiers du genre*

Sylvie Tissot, *ARSS*

Fabien Jobard, *Sociétés Contemporaines*

Anne Bory, *ARSS*

Manuel Schotté, *Genèses*

Julien Gros, *Sociétés contemporaines*

Fanny Gallot, *Sociétés contemporaines*

François Sarfati, *NRT*

Julie Landour, *NRT*

Muriel Froment Meurice, *Justice Spatiale*

Fabrice Ripoll, *Carnets de géographes*

Ce comité de mobilisation est chargé notamment de :

- Constituer une liste de diffusion des revues mobilisées, à partir des présent.e.s à l'AG et des échanges qui l'ont précédée.
 - Tribune dans la presse avant le mardi 21/1
 - Diffusion de la motion adoptée en soutien aux éditeurs/éditrices/secrétaires de rédaction.
 - Visibilisation de la mobilisation des revues dans la manifestation du 24 janvier
 - Organiser action « choc » d'ici là
 - Contacts presse
 - Edito commun
 - Contenus à moyen terme et moyens d'une mise en commun
- Par une dernière motion adoptée à l'unanimité, l'AG encourage l'ensemble des comités de rédaction de discuter notamment les options suivantes :
- Numéro spécial ? commun ou pas ?
 - Numéro vide/numéro plein
 - Production spécifique ou arrêt de la production
 - Diffusion sur plateformes/interruption des flux
- et d'élargir le mouvement vers l'ensemble des revues, de toutes disciplines et étrangères.